

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice



Ministère des Finances

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

**RAPPORT
SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT**

Premier semestre 2013

JUILLET 2013

SOMMAIRE

INTRODUCTION -----	3
1. RECETTES -----	4
1.1 Recettes Fiscales-----	5
1.1.1 <i>Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues</i> -----	5
1.1.2 <i>La répartition des performances par nature</i> -----	6
1.2 Recettes non fiscales et dons-----	8
2. DEPENSES -----	10
2.1 Les dépenses de fonctionnement -----	11
2.2 Dépenses d'investissements -----	12
3. SOLDES -----	13
4. FINANCEMENT -----	10
4.1 Financement intérieur -----	16
4.2 Financement extérieur -----	17
5. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE -----	18
5.1 Classification Générale-----	18
5.2 Dépenses de la lutte contre la pauvreté -----	19
ANNEXES -----	20
ANNEXE 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour le 1 ^{ier} semestre 2013 -----	21
ANNEXE 2 : Classification fonctionnelle.....	26

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Recettes totales (Pétrole et Dons Compris) -----	4
Graphique 2 : Analyse des écarts entre prévisions et réalisations de recettes -----	5
Graphique 3 : Performance détaillée des recettes fiscales -----	6
Graphique 4 : Evolution des recettes fiscales du premier semestre 2013-----	7
Graphique 5: Performances globales des recettes non fiscales et -----	8
Graphique 6: Performances détaillées des recettes non fiscales et dons -----	9
Graphique 8: Evolution des dépenses et prêts nets durant le semestre -----	10
Graphique 9: Performance des dépenses de fonctionnement -----	11
Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement au 1 ^{ier} semestre 2013 -----	12
Graphique 11: Evolution des dépenses d'investissements pour le semestre -----	13
Graphique 12: Comportement des soldes -----	14
Graphique 13: Evolution mensuelle des soldes -----	15
Graphique 14: Comportement du financement intérieur -----	16
Graphique 15: Comportement du financement extérieur -----	17
Graphique 16: Résultat pour les principales fonctions de la classification fonctionnelle -----	18
Graphique 17: Exécution des dépenses de lutte de la pauvreté -----	19

INTRODUCTION

La Mauritanie vient de finaliser avec succès le dernier programme avec le Fonds monétaire international (FMI) entré en vigueur le 15 mars 2010.

Plusieurs revues de l'accord triennal de la facilité élargie de crédit ont eu lieu à Nouakchott.

Tous les rapports de l'équipe du FMI ont conclu à la bonne stabilité macro-économique du pays et au progrès des réformes structurelles engagées.

Dans le cadre de la transparence financière, le gouvernement mauritanien s'est engagé entre autres à élaborer un Tableau Mensuel des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) extrait de la balance générale des comptes de l'Etat.

Le présent rapport semestriel a pour objet d'explicitier et de compléter les TOFE publiés mensuellement.

Ce rapport synthétise l'exécution budgétaire au cours du premier semestre de l'année 2013. Il décrit l'évolution des grandeurs budgétaires d'un mois à l'autre et mesure les performances par rapport aux critères du programme d'exécution convenu avec les services du FMI et conforme avec la loi de finances de l'année 2013.

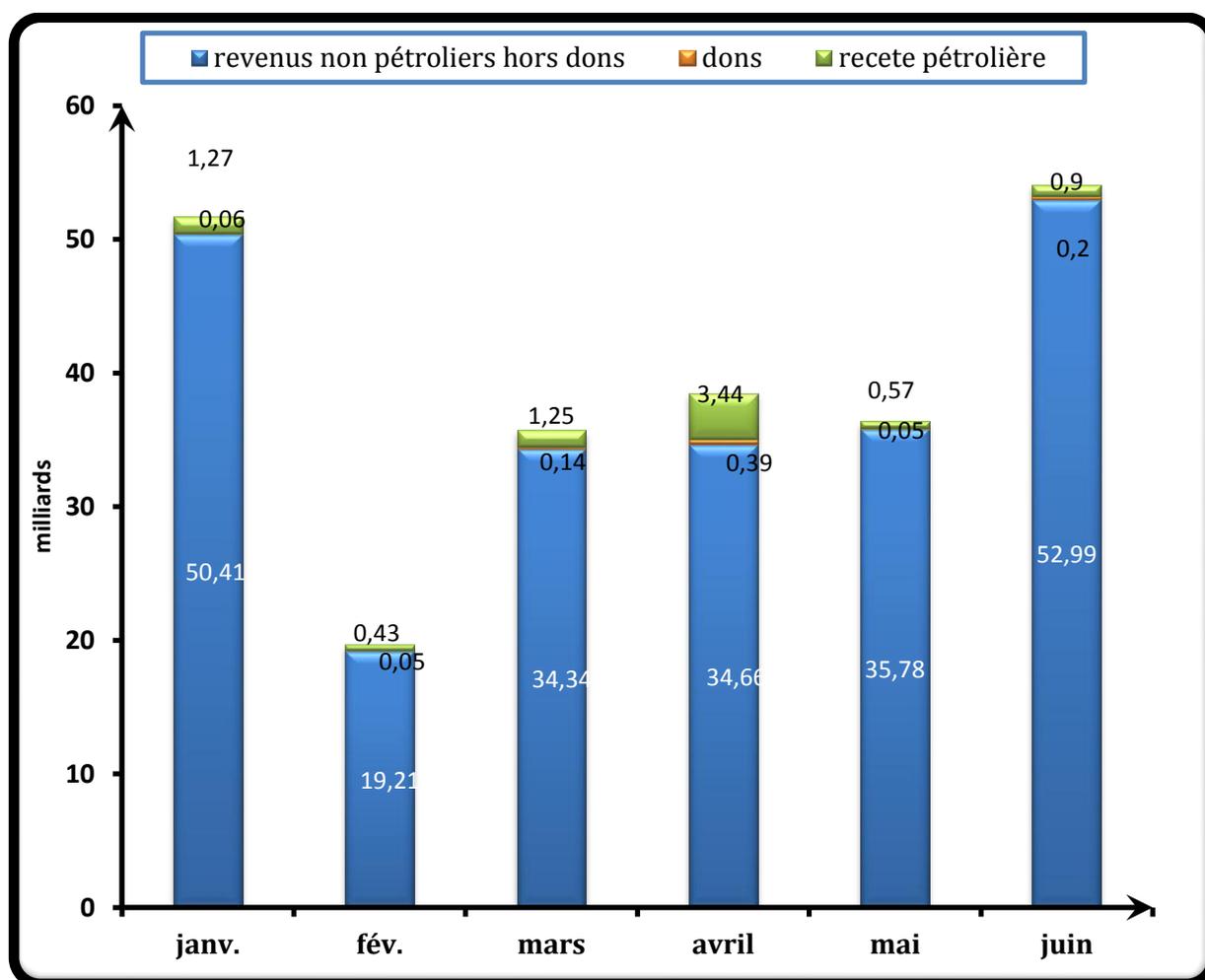
Il traite aussi en détail les dépenses de l'Etat, qui sont analysées tout d'abord selon la classification standard (économique), et ensuite selon la nomenclature fonctionnelle d'où sont isolées et présentées les dépenses orientées vers la lutte contre la pauvreté.

1. RECETTES

Les recettes totales de l'Etat pour le premier semestre de l'année 2013 s'élèvent à 236,14 milliards d'ouguiya. Elles se situent au-dessus des prévisions pour cette période qui étaient fixées à 223,39 milliards ouguiya. Ce bon résultat est dû pour l'essentiel au dynamisme des recettes fiscales, qui représentent 63.17% de ces recettes en se situant à 149,7 milliards d'ouguiya, soit une hausse de 9.41 % par rapport au premier semestre de l'année précédente 2012 (136,33 milliards).

Quant aux recettes non fiscales, elles ont aussi connu une augmentation remarquable par rapport au premier semestre de l'année précédente (78,22 milliards au 1^{er} semestre 2013 contre 67.28 milliards au 1^{er} semestre 2012) tout en dépassant aussi légèrement les objectifs du programme qui se fixaient à 74,29 milliards.

Graphique 1 : Recettes totales (Pétrole et Dons Compris)



Le graphique 1 illustre les tendances des recettes totales (dons et pétrole compris) durant le premier semestre de l'année.

Le graphique montre aussi la faiblesse remarquable des dons tout au long de la période.

Les recettes pétrolières sont restées faibles durant cette période sauf pour les mois de janvier, mars et Avril.

Les autres recettes ou les revenus non pétroliers hors dons se sont par contre très bien comportés en particulier aux mois de janvier et juin.

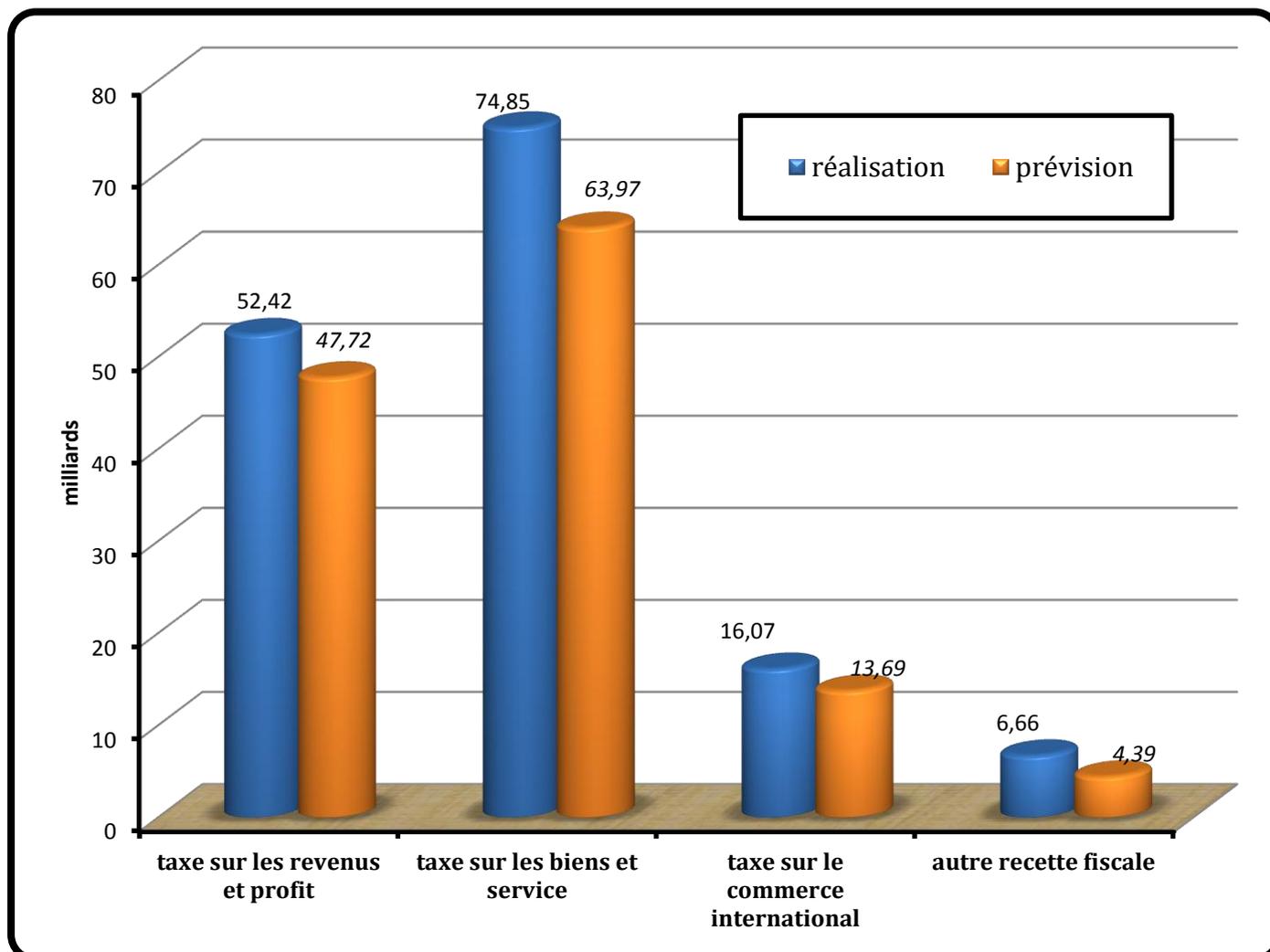
1.1 Recettes Fiscales

Les recettes fiscales ont enregistré une progression positive durant le 1^{er} semestre de 2013 par rapport aux prévisions du programme ainsi qu'aux réalisations de la même période de l'année précédente. Ces recettes ont dépassé les prévisions de plus de 14.9%.

1.1.1 Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues

Le suivi des recettes fiscales et la bonne santé de l'économie ont permis durant cette période d'augmenter sensiblement l'efficacité de l'effort de recouvrement.

Graphique 2 : Analyse des écarts entre prévisions et réalisations de recettes



Le graphique 2 montre que les recettes fiscales se situent toutes au-dessus des prévisions du programme.

C'est ainsi que le poste des taxes sur les biens et services a suivi une tendance progressive, car il enregistre un excédent de 17 % par rapport aux prévisions du programme de la même période et une hausse de 14.9% par rapport au premier semestre de 2012.

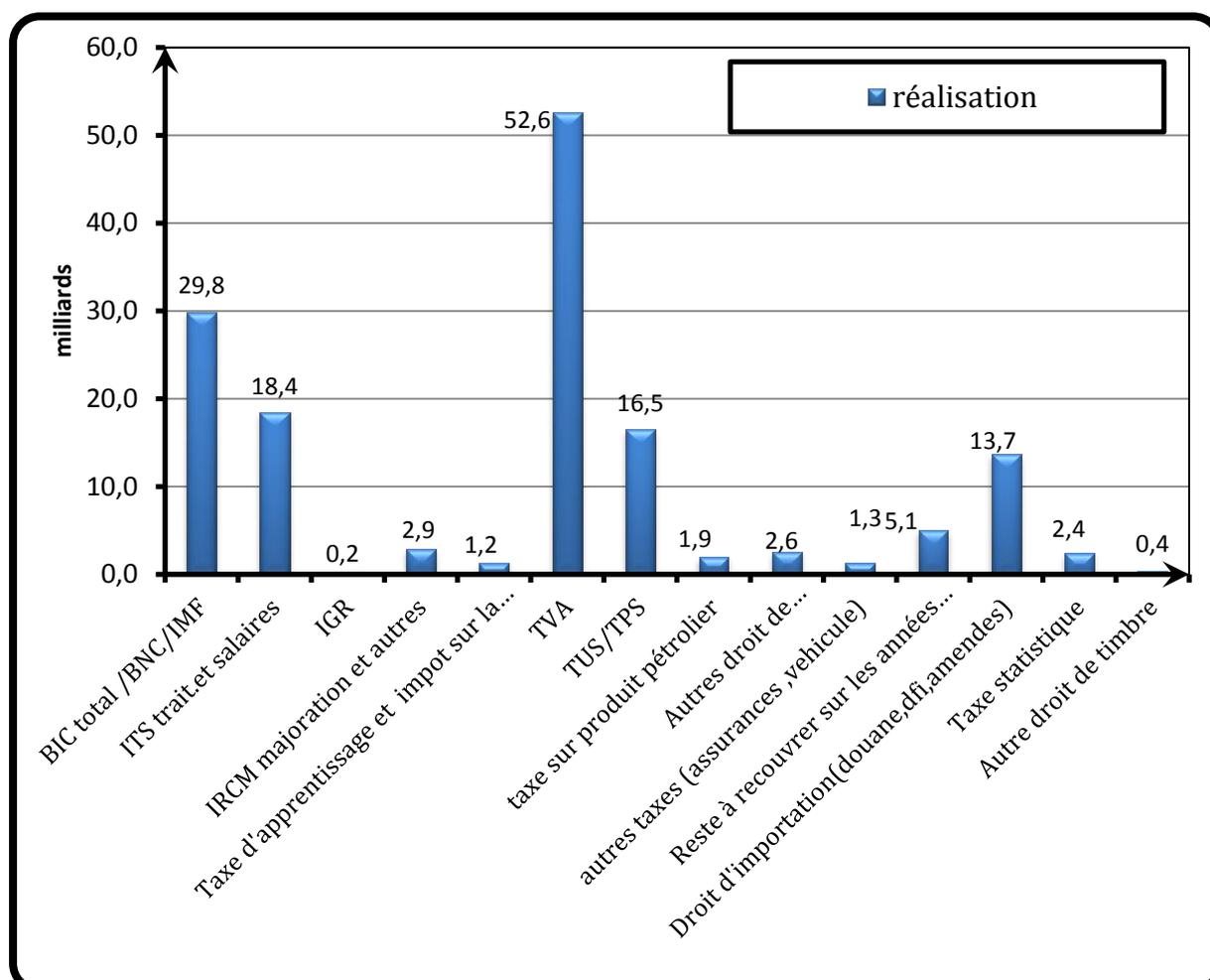
Les taxes sur le commerce international ont elles aussi dépassé les prévisions de 17,3% pour se situer à 16,07 milliards d'ouguiya de réalisations contre 13,69 milliards de prévisions.

Cette bonne performance est essentiellement due aux efforts conjugués de toutes les directions concernées du Ministère des Finances ainsi qu'au bon taux du recouvrement des recettes fiscales.

1.1.2 La répartition des performances par nature

Une analyse plus détaillée des recettes fiscales permet d'affiner leur comportement par nature. Cette analyse se présente comme suit :

Graphique 3 : Performance détaillée des recettes fiscales



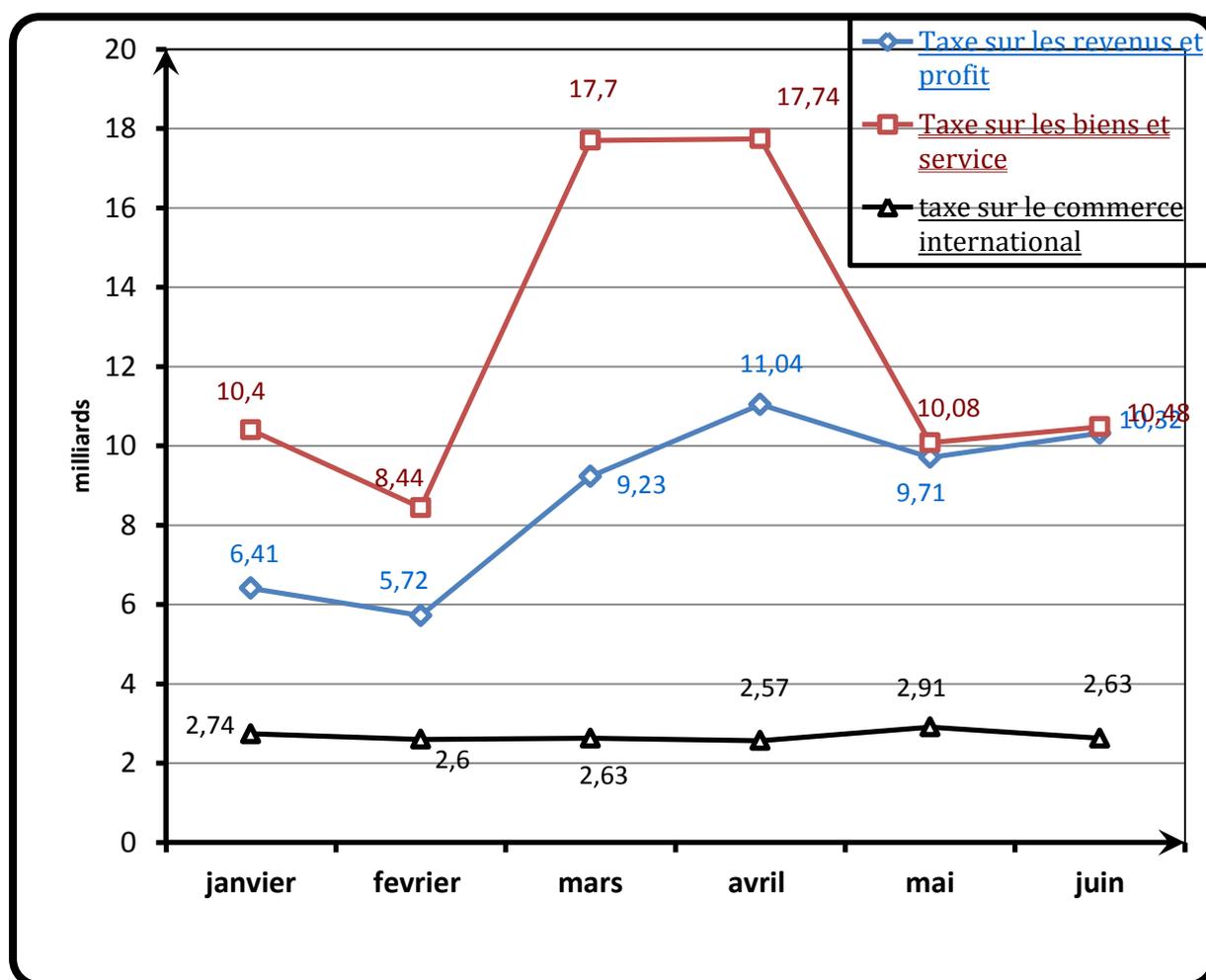
Ce graphique montre que le dépassement général des prévisions est dû en particulier à la performance du produit de TVA, BIC/BNC/IMF, Impôts sur traitement et salaires

Il en ressort aussi que :

- La TVA constitue le principal poste de recettes fiscales où son apport est à près de 39,26% ;
- En deuxième position intervient le (BIC total /BNC/IMF) avec un apport de 19,97%;
- Ensuite se positionnent (l'ITS), (la TU SNIM et la TPS) et (les Droits d'importations) avec respectivement 12,3%, 11,06% et 9,18%.

Les autres postes ont enregistré des montants faibles, mais ils ont quand bien même dépassé les seuils escomptés.

Graphique 4 : Evolution des principales postes des recettes fiscales au 1er semestre 2013



Le graphique 4 montre que chaque poste de recettes suit une tendance qui lui est propre:

Les taxes sur les revenus et profits suivent une tendance à la hausse pendant toute la période à l'exception d'un relâchement remarqué au mois de février.

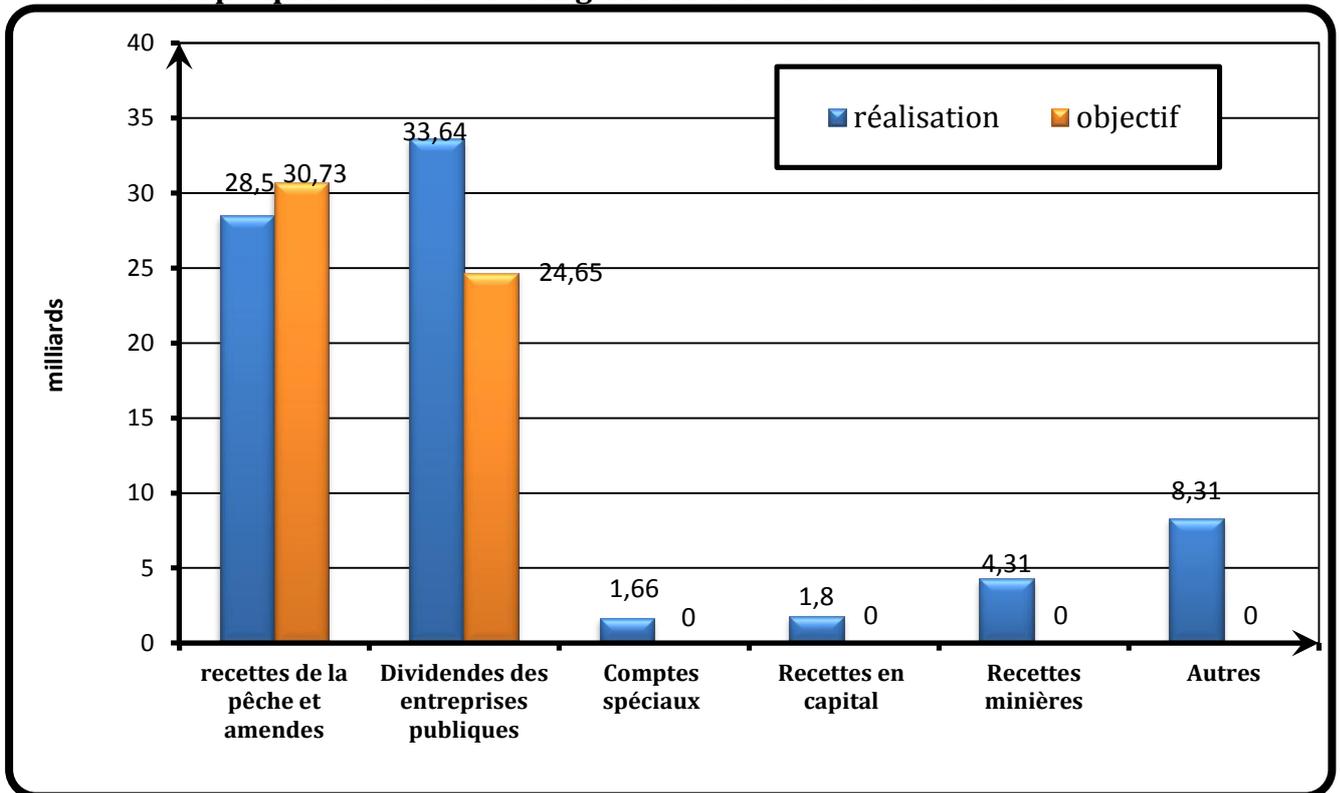
Les taxes sur les biens et services ont tracé une courbe variée tout au long de ce semestre en enregistrant leur maximum aux mois de mars et avril.

Les taxes sur le commerce international sont restées stables (presque constantes) durant la période tournant autour d'une valeur relativement faible par rapport aux autres taxes.

1.2 Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont atteint durant le premier semestre de l'année 2013 un montant de 78,22 milliards d'UM, pour un objectif de 74,29 milliards soit un dépassement de l'objectif de près de 5,29%.

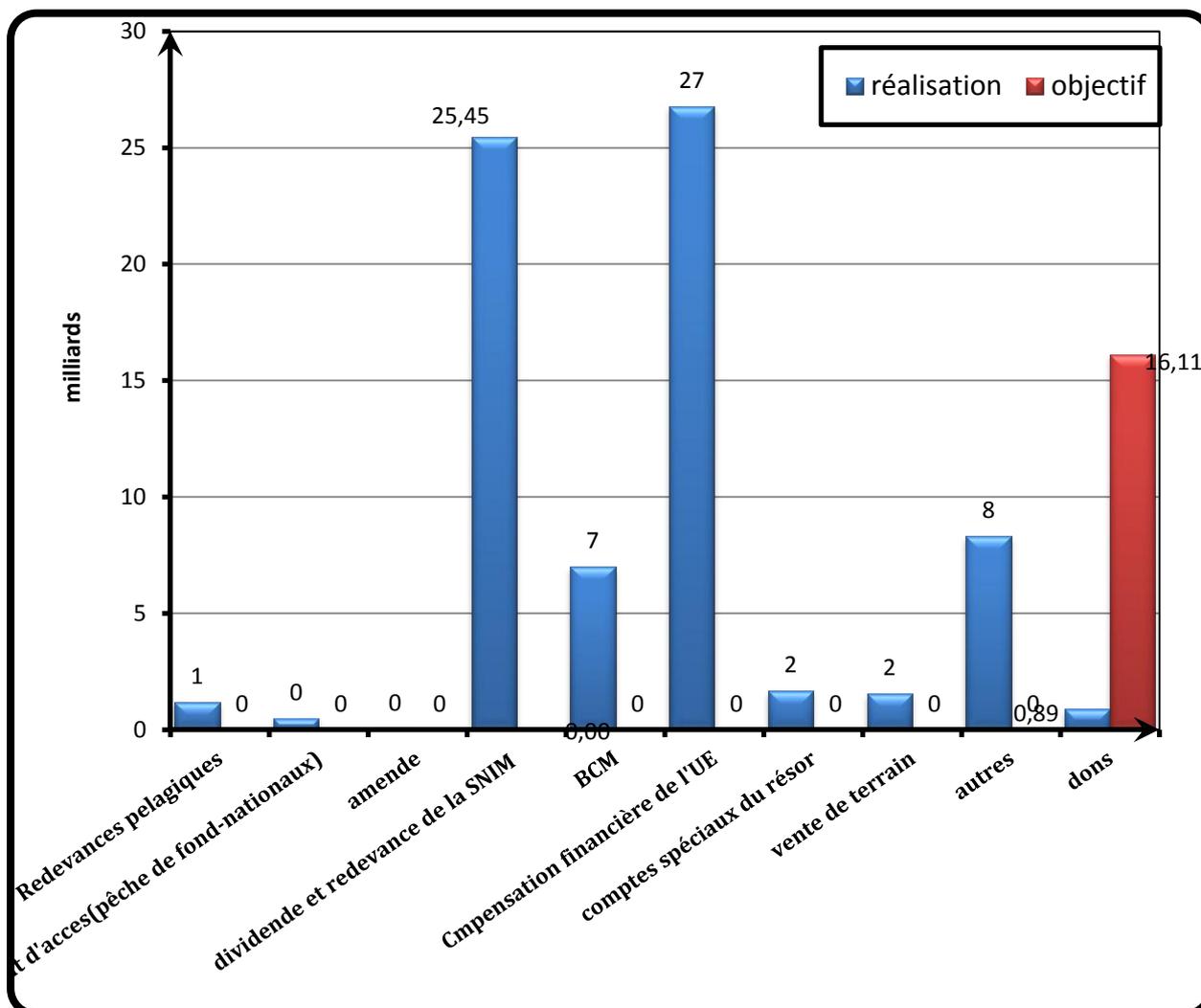
Graphique 5: Performances globales des recettes non fiscales



L'analyse globale des recettes non fiscales permet de dégager les conclusions suivantes : Les deux principaux postes (en valeur) de cette catégorie de recettes sont les dividendes des entreprises publiques (43 % du total des recettes non fiscales) et les recettes de la pêche avec un apport de 36,43 % du total de ces recettes.

Le graphique montre la bonne performance des recettes non fiscales par rapport aux prévisions de la période.

Graphique 6: Performances détaillées des recettes non fiscales et dons



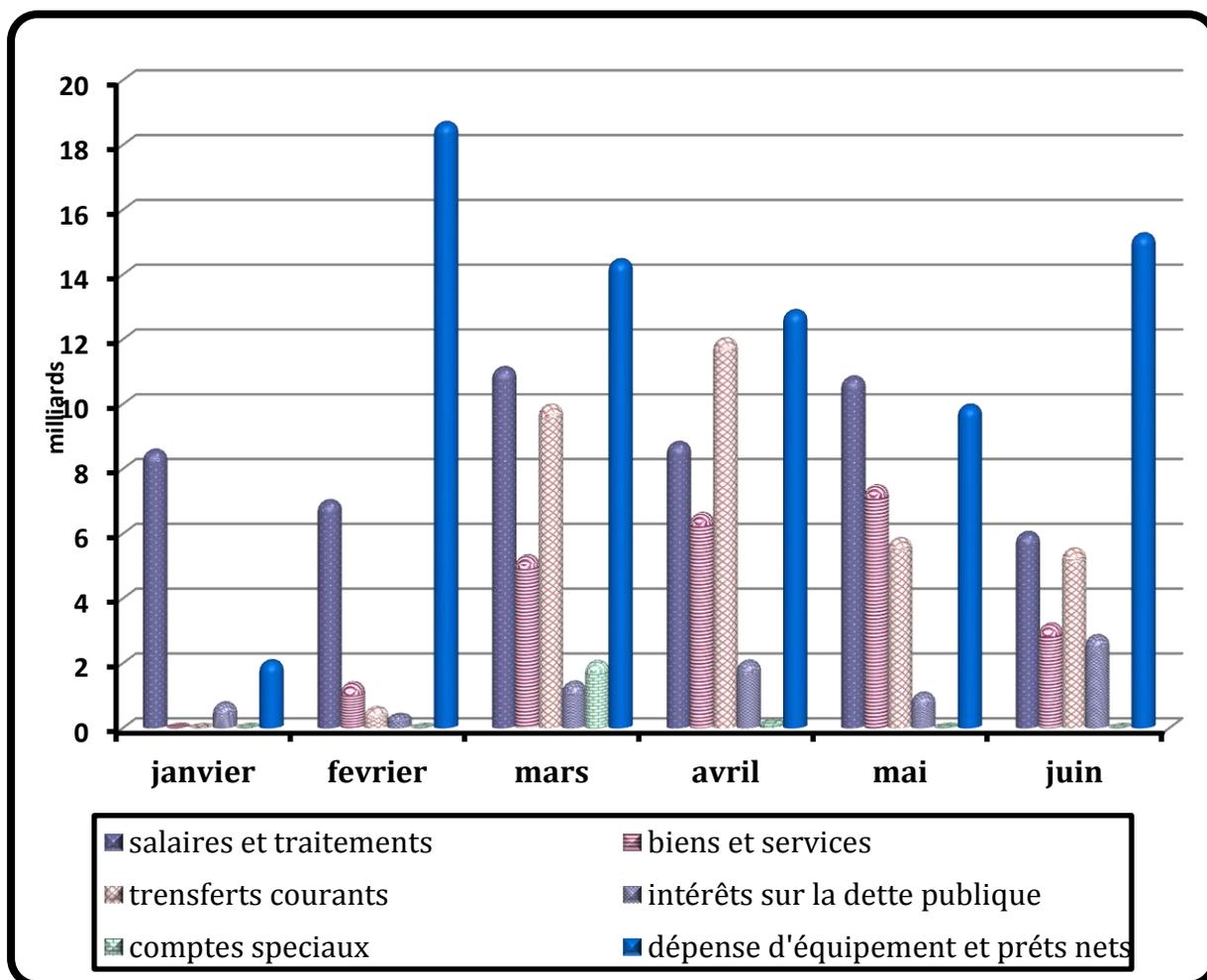
L'analyse détaillée des recettes non fiscales et dons illustre que la principale source des recettes de la pêche durant le semestre a été la compensation de l'Union Européenne avec (26,77 Milliards d'Ouguiya), soit un apport égal à 93,9% du total de ces recettes et que le poste « dividendes et redevances des Entreprises Publiques » est alimenté essentiellement par les dividendes de la SNIM et exceptionnellement par ceux de la BCM avec respectivement 75,65% et 20,80% du total des dividendes.

Les dons ont été négligeables au cours de ce semestre avec un montant de 0,89 milliards d'UM contre un montant de prévision de 16,11 milliards.

1. DEPENSES

Les dépenses totales enregistrées au cours du 1er semestre de l'année 2013 s'élèvent à 198,53 milliards (poste « Dépenses et prêts nets »). Elles se situent donc à un niveau légèrement inférieur aux prévisions, qui sont de 219,12 milliards d'UM, soit un écart négatif par rapport à l'objectif de 9,40 % qui a été possible grâce à une bonne maîtrise des dépenses.

Graphique 7: Evolution des dépenses et prêts nets durant le semestre



Sur le graphique 8 on constate que les « salaires et traitements » varient peu durant le semestre car ce sont des dépenses régulières et obligatoires, les « dépenses sur biens et services » ne commencent qu'à partir de la mise en place effective du budget qui a eu lieu cette année au mois de février et qui ont enregistré leur maximum en mai.

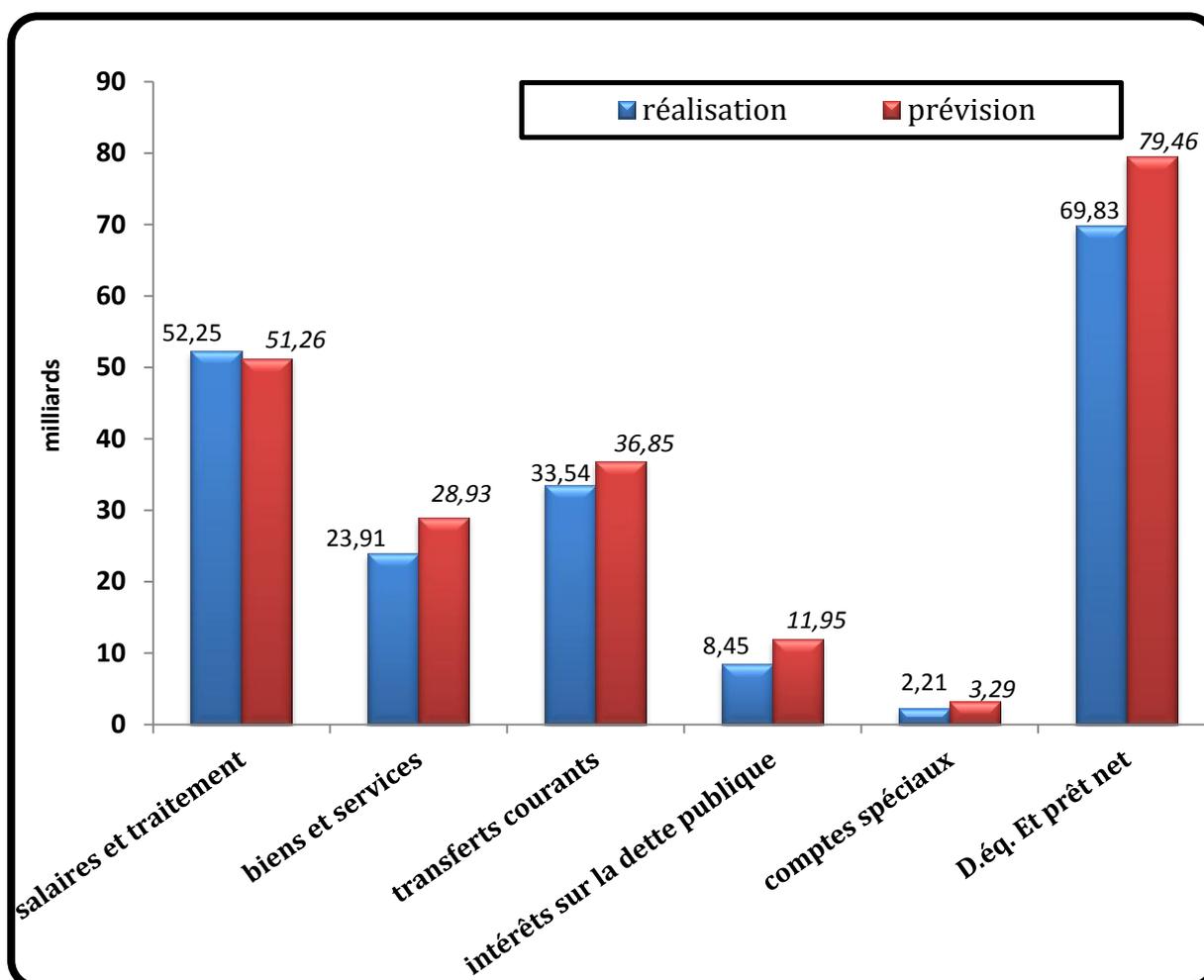
Les dépenses d'équipement et prêts nets commencent timidement en janvier et enregistrent des fortes fluctuations durant la période en atteignant leur valeur maximale en février.

Les transferts courants commencent au mois de février pour augmenter largement au mois de mars et enregistrent leur valeur maximale en Avril, mais elles régressent sensiblement en Mai et Juin.

2.1 Les dépenses de fonctionnement

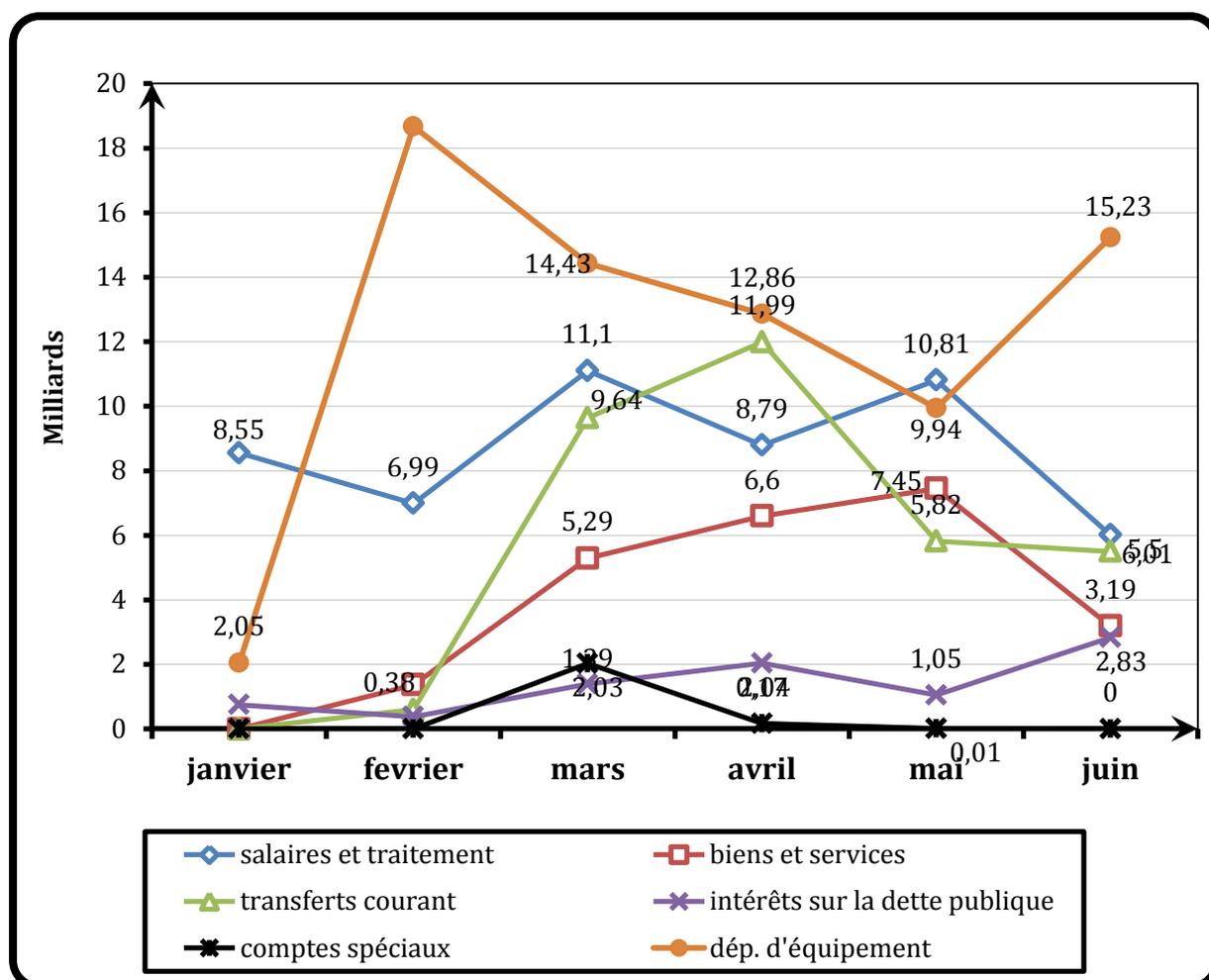
Les dépenses de fonctionnement se sont établies pour le premier semestre 2013 à 128,70 Mds, donc inférieures de 10,93 Mds à l'objectif fixé (139,63 Mds) soit un taux de réalisation de 92,35 %. Il apparaît donc que le suivi régulier de l'évolution des dépenses a permis une très bonne maîtrise de celles-ci durant le semestre.

Graphique 8: Performance des dépenses de fonctionnement



Le graphique 9 montre que la masse salariale a été largement maîtrisée (52,25 Mds) malgré qu'elle a connu un dépassement sur la prévision de près de 1,93%, de même que les subventions et transferts qui sont inférieurs de 8,99 % par rapport à l'objectif fixé à 36,85 Mds ainsi que les intérêts de la dette qui restent en dessous de la prévision de près de 29,29 % (8,45 Mrd de réalisation contre 11,95 Mds de prévisions).

Graphique 9: Evolution des dépenses de fonctionnement durant le semestre



Sur le graphique 10 on constate que les salaires et traitements ont peu varié durant le semestre en enregistrant des montants assez importants.

Les postes des biens et services ont suivi le même rythme d'évolution avec un pic en mai qui s'atténue légèrement en juin.

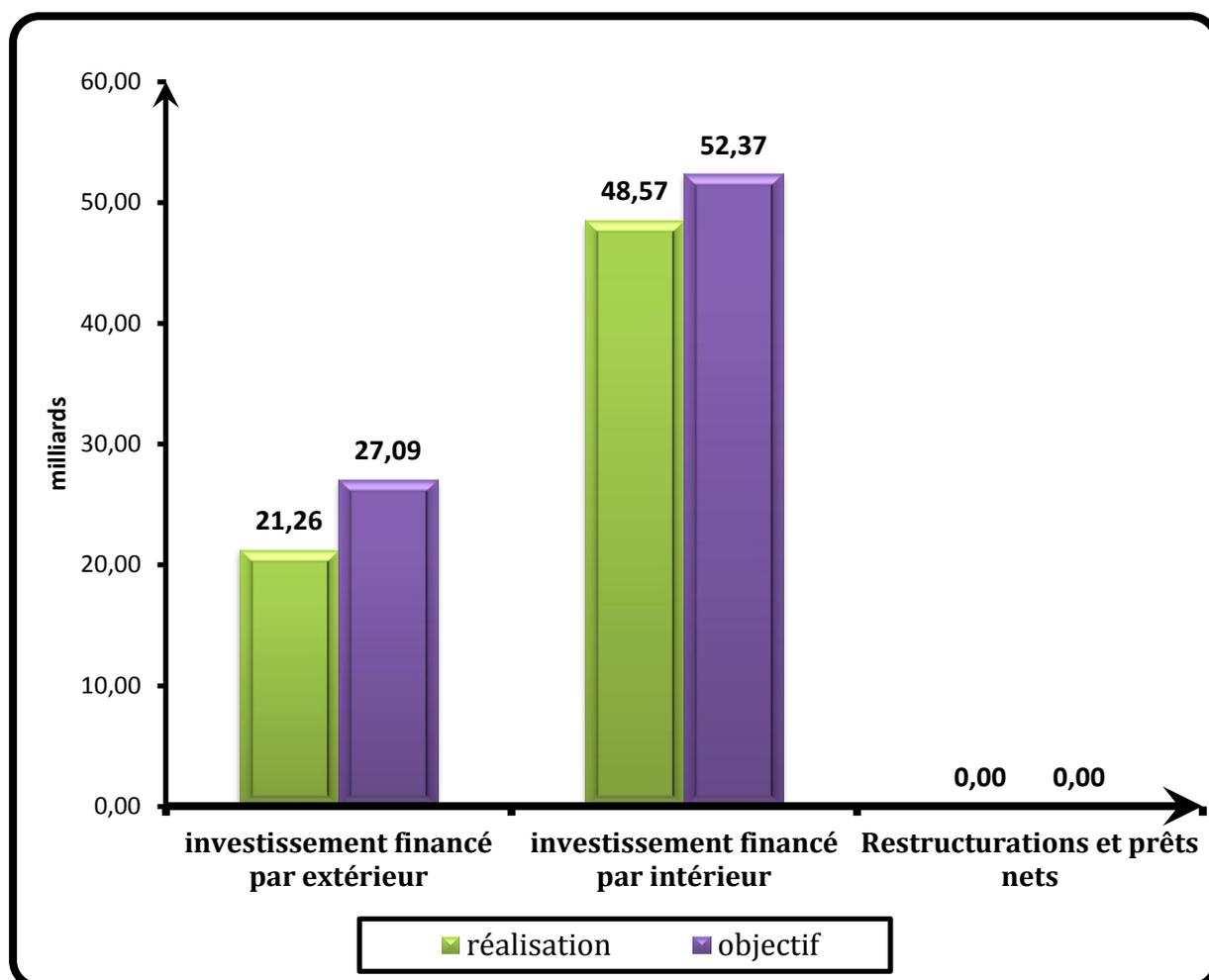
Les intérêts sur les dettes publiques varient d'un mois à l'autre sans pour autant atteindre les seuils fixés.

Les dépenses des comptes spéciaux ont été quasi nulles durant le semestre à l'exception d'une augmentation enregistrée au mois de Mars.

2.2 Dépenses d'investissement

Durant le premier semestre de l'année 2013, les dépenses d'investissement se situent en dessous de l'objectif poursuivi pour la période, puisqu'elles n'ont atteint que 69,83 milliards d'UM, pour un objectif de 79,46 milliards d'UM, soit un taux d'exécution de 87,88%.

Graphique 10: Evolution des dépenses d'investissement pour le semestre



Le graphique 11 montre que les investissements financés par l'Etat et les investissements financés par les partenaires extérieurs se situent en dessous des prévisions, avec des taux d'exécution respectifs de 92,74 % et de 78,47 %.

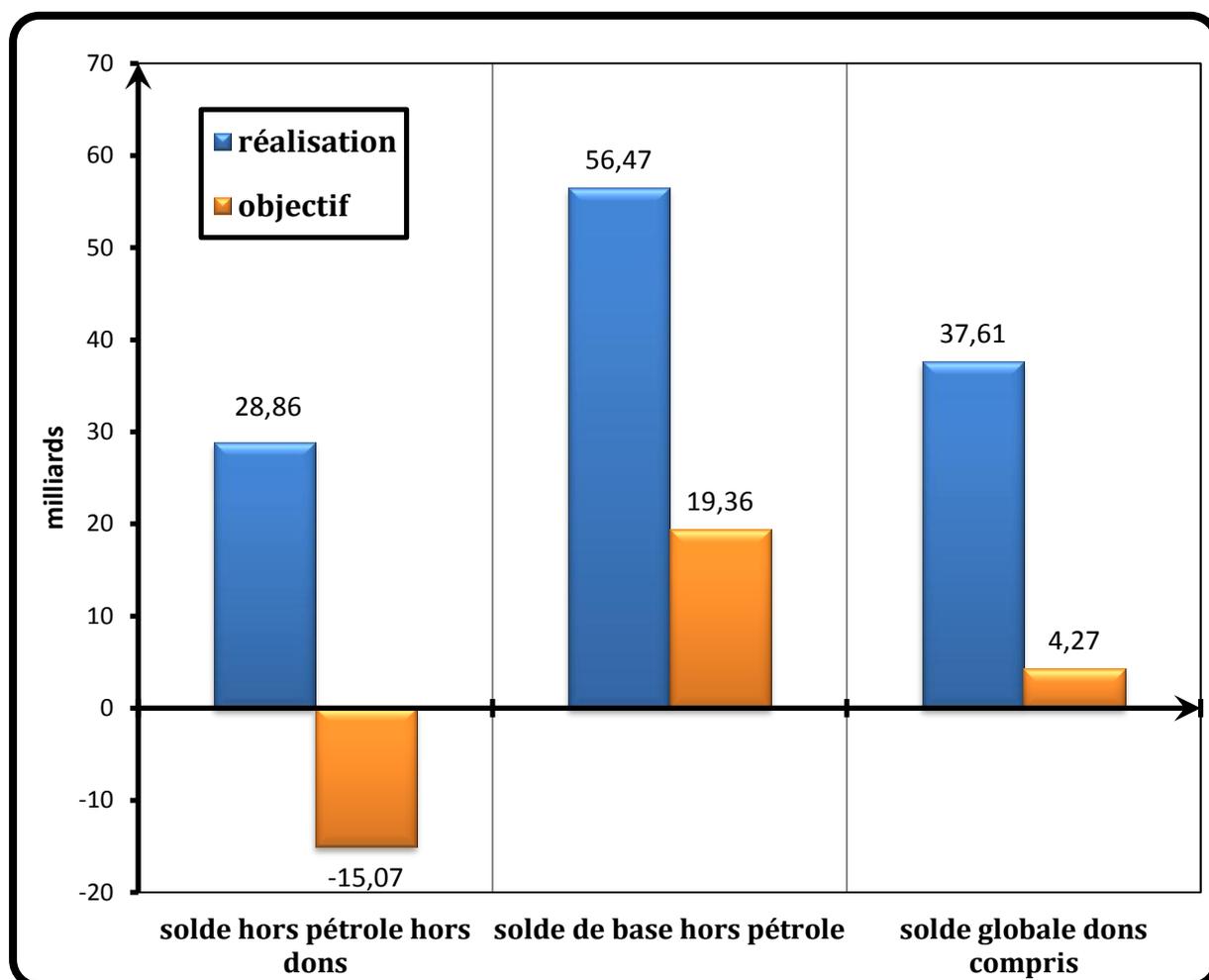
Le seuil atteint par les dépenses sur financement extérieur (21,26 milliards d'UM) est en deçà des prévisions (27,09 milliards d'UM) bien que les procédures de l'exécution de ces dépenses et la multiplicité des intervenants (Etat, bailleurs de fonds) expliqueraient ce niveau d'exécution.

3. SOLDES

Le solde de base hors pétrole, qui représente la différence entre les recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières) et les dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieure, et les investissements financés par l'extérieur), a enregistré pour ce semestre un excédent de 56,47 Milliards d'Ouguiya, alors que les prévisions de ce solde n'étaient que de +19,36 Milliards d'Ouguiya, ce qui est en soi une performance remarquable.

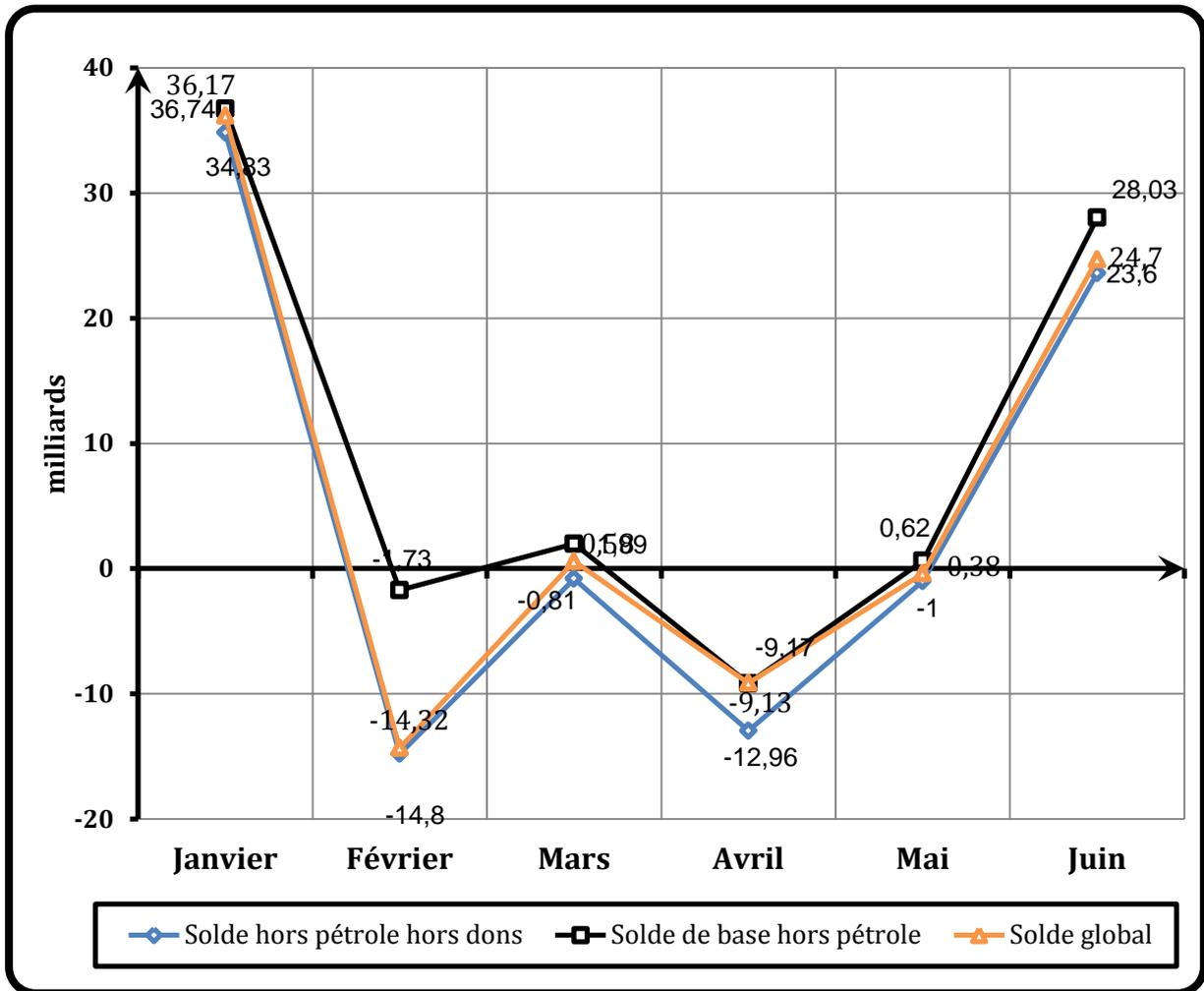
Quant au solde hors pétrole et hors dons, résultant de la différence entre les recettes totales (hors dons et recettes pétrolières) et les dépenses totales, il a enregistré lui aussi un excédent de 28,86 Mds (pour une programmation de -15,07 milliards d'UM).

Graphique 11: Comportement des soldes



Le graphique 12 montre que les soldes sont tous positifs (contrairement aux prévisions, concernant le solde hors pétrole hors dons) et au-dessus des seuils prévisionnels, ce qui démontre une bonne maîtrise de l'exécution budgétaire en recettes et en dépenses durant le semestre en question ayant permis de constituer une bonne marge sur le solde pour le dernier semestre de 2013.

Graphique 12: Evolution mensuelle des soldes



Le graphique 13 montre que le déficit du solde global des mois de Février et Avril était relativement important, mais il a été largement compensé par les bonnes performances des autres mois.

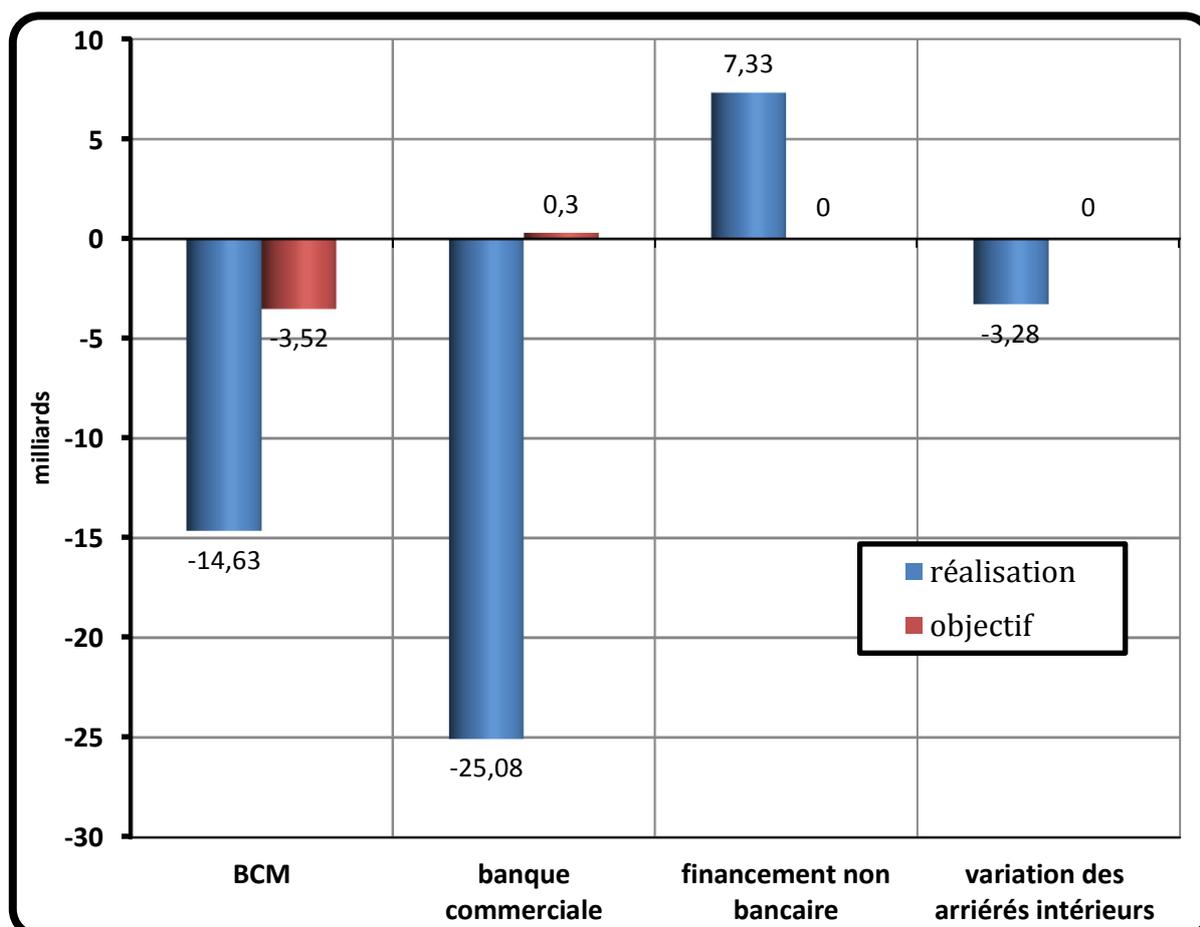
4. FINANCEMENT

Les données extraites du TOFE montrent que les sources de financement les plus importantes du budget de l'Etat ont été les recettes, qui ont été pratiquement seules responsables de la considérable amélioration du niveau du compte unique du Trésor à la BCM.

4.1 Financement intérieur

Le financement intérieur a été marqué par une augmentation des dépôts sur le compte courant à la BCM d'un montant de 14,63 milliards d'Ouguiya, et par une réduction des stocks des Bons du Trésor au niveau des banques commerciales d'un montant de 25,08 milliards ouguiya, alors qu'il était prévu de s'endetter au niveau de ces banques de près de 0,3 milliards.

Graphique 13: Comportement du financement intérieur

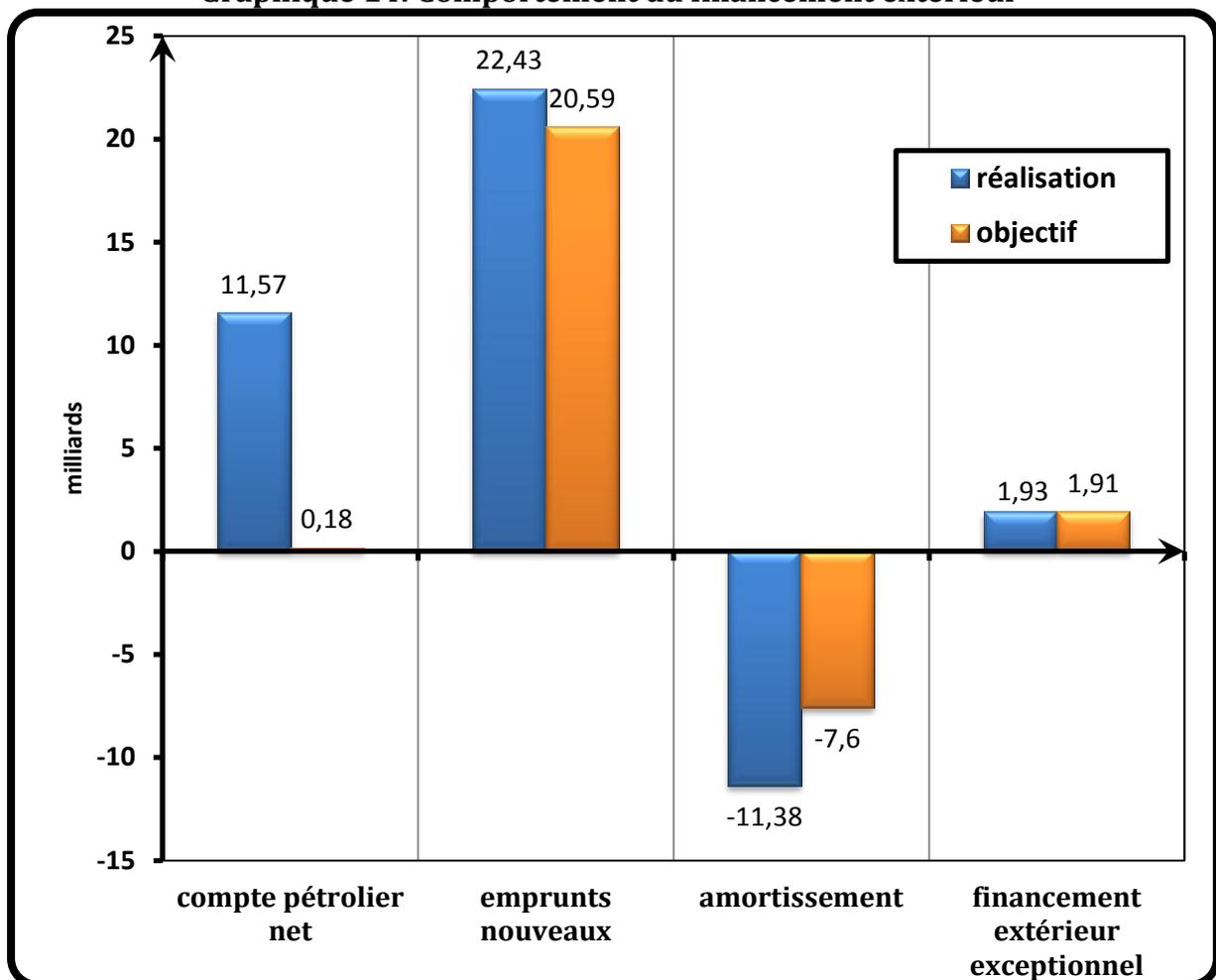


En revanche l'Etat s'est financé au niveau du système non bancaire à hauteur de 7,33 milliards d'UM pour le premier semestre de 2013.

4.2 Financement extérieur

Le montant de (11,57) milliards d'UM, correspond à un déficit enregistré au cours de ce semestre sur le compte pétrolier offshore¹ qui résulte de la différence entre les recettes pétrolières de la période (-7,86 Mds) et le retrait effectué sur ce compte en mars et en avril respectivement de 10,05 et 9,83 milliards d'UM, soit un retrait cumulé de (19,43 Mds) pendant cette période.

Graphique 14: Comportement du financement extérieur



On déduit du graphique 15 que la première source de financement extérieur durant le premier semestre est le poste des emprunts nouveaux à hauteur de 22,43 Mds, suivi par la contribution du compte pétrolier (11,57 milliards d'UM).

¹ Ouvert à la Banque de France le 14 juin 2006.

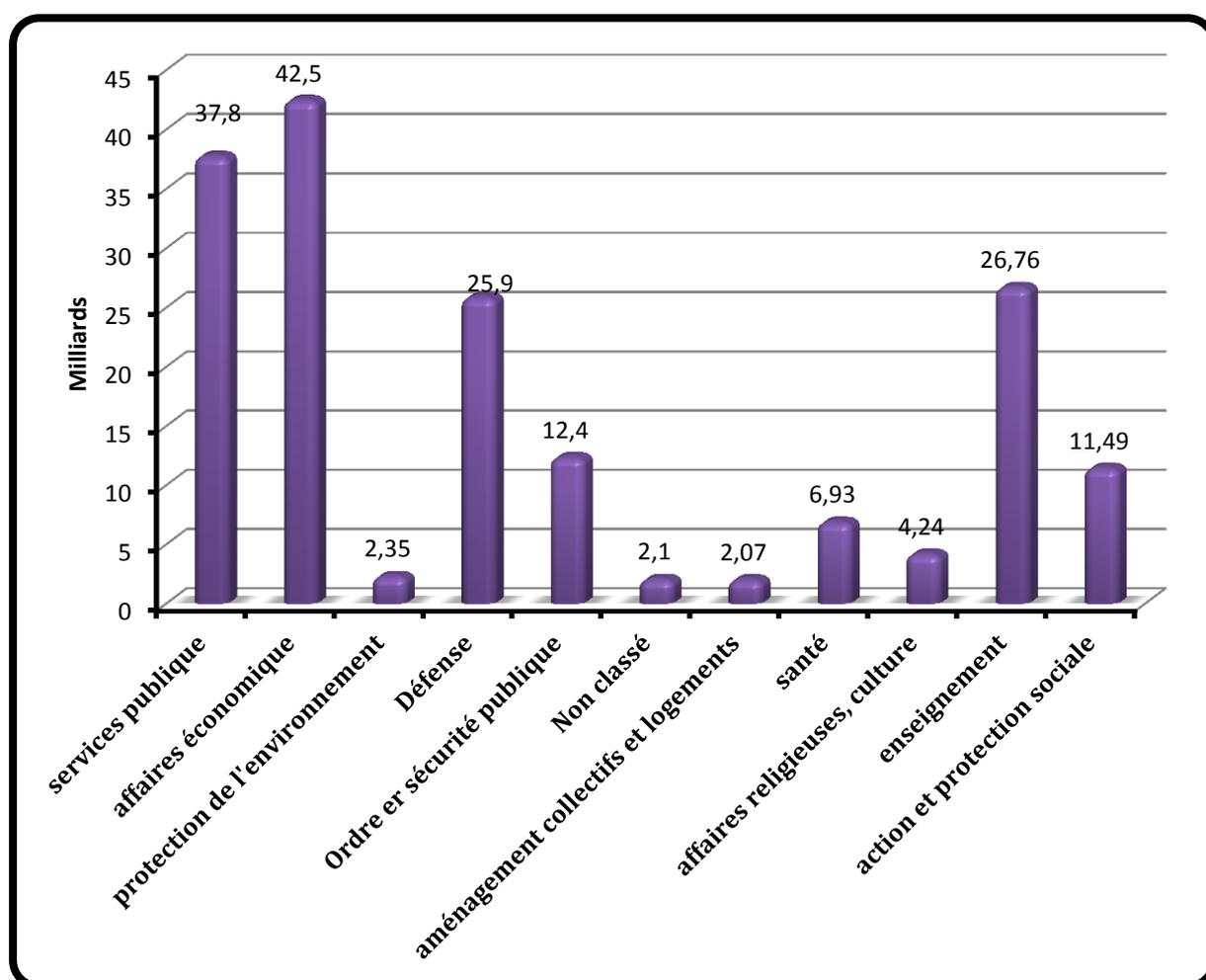
5. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

5.1 Classification Générale

Cette classification se fait conformément à un modèle normalisé issu des services du Fonds Monétaire International qui permet de suivre les incidences des dépenses budgétaires des pays sur les secteurs de l'économie et de comparer ces incidences entre les pays.

Ce modèle ne tient compte que des dépenses effectivement ordonnancées hors dépenses sur financement extérieur, et inclut les amortissements de la dette extérieure qui sont en bas de ligne du TOFE, ce qui explique la différence entre le total des dépenses du modèle et celui du TOFE.

Graphique 15: Résultat pour les principales fonctions de la classification fonctionnelle

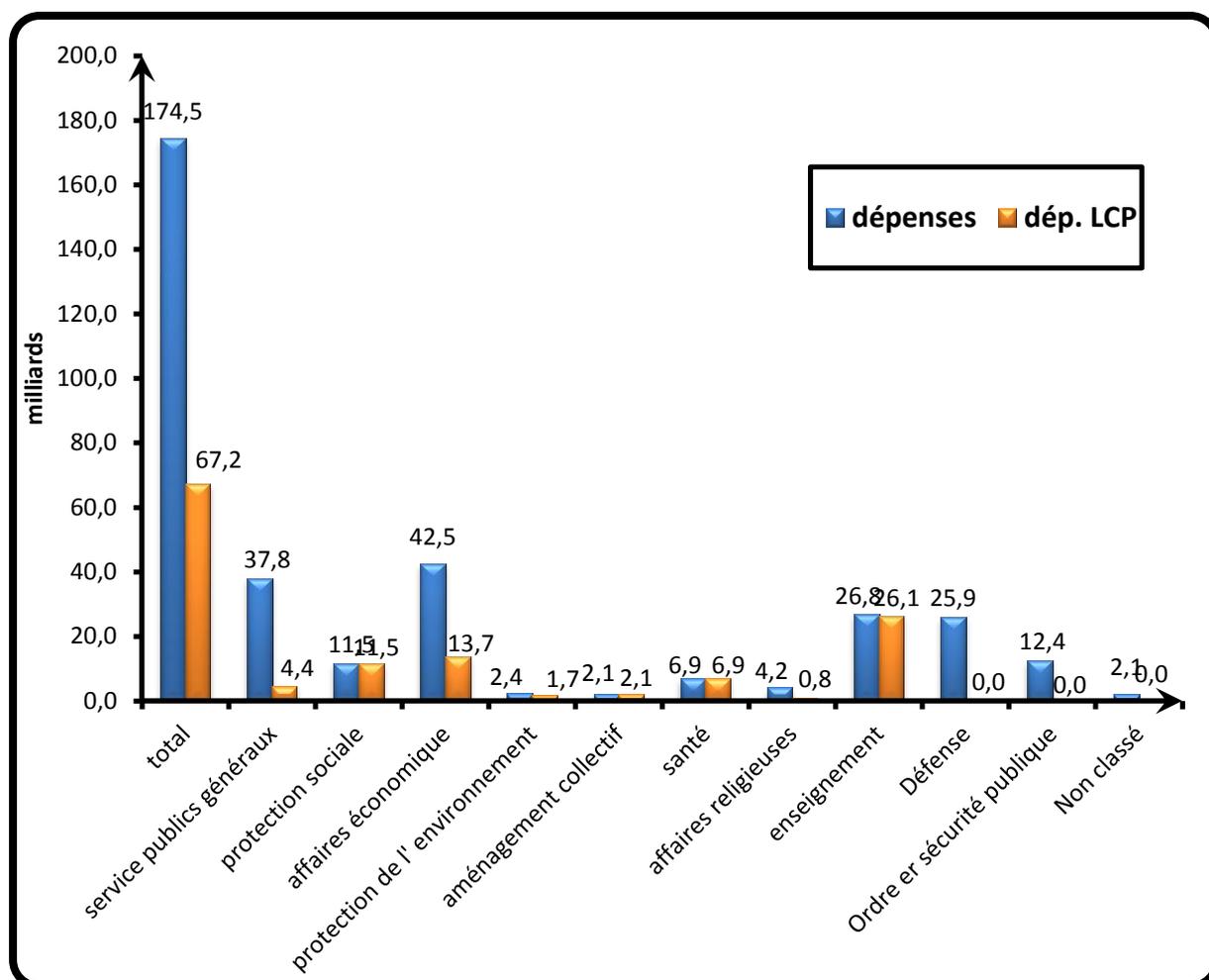


Le graphique 16 présente l'exécution des dépenses suivant les fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Il montre que les affaires économiques a représenté (24,35%) du total des dépenses, suivie par les services publics généraux avec (21,66%), l'enseignement et la défense viennent ensuite avec respectivement (15,33%) et (14,84%).

5.2 Dépenses de la lutte contre la pauvreté

Certaines sous fonctions de la nomenclature fonctionnelle sont identifiées comme servant directement à la lutte contre la pauvreté.

Graphique 16: Exécution des dépenses de lutte de la pauvreté



Le graphique 17 démontre que les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent 38,5 % des dépenses totales, pour un montant de 67,2 milliards d'UM.

Les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent presque la totalité des poste «protection sociale, aménagements collectifs et logements, santé et enseignement », et constituent aussi une part importante des postes : « protection de l'environnement et affaires économiques », tandis qu'elles sont nulles pour les postes « défense, ordre de sécurité publique ».

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat du premier semestre 2013

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	jan-juin	S1
	يونيو - يناير	1 نصف
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	236,14	223,39
Revenus non pétroliers et dons	228,28	220,16
Revenus non pétroliers hors dons	227,39	204,06
Recettes fiscales (hors pétrole)	149,17	129,77
Taxes sur les revenus et profits	52,42	47,72
BIC et BNC	23,30	
Impôt minimum forfaitaire douanes	6,54	
Crédit d'Impôts IMF	0,12	
ITS	18,39	
Etat	0,39	
Autres	18,00	
IRCM	2,91	
IGR	0,24	
Régime Simplifié d'Imposition (RSI)	0,92	
Taxes sur les biens et services	74,85	63,97
TVA intérieure	23,17	
TVA sur les importations	29,39	
<i>dont TVA SNIM</i>	-	
Taxe unique SNIM et TPS	16,46	
Taxe sur les produits pétroliers	1,93	
Droits de consommation (the, tabac, sucre, ciment)	2,59	
Autres taxes (assurances, véhicules, aéroport)	1,30	
Taxes sur le commerce international	16,07	13,69
Importations	13,69	
Taxes statistique	2,38	
Autres recettes fiscales	6,66	4,39
Droits de timbres	0,36	
Taxe d'apprentissage et impôts sur la propriété	1,23	
Recouvrement sur les années précédentes+RNV	5,07	
<i>Reste à recouvrer de droits de douane (perception du Port)</i>	-	0,83
Recettes non fiscales	78,22	74,29
Recettes de la pêche	28,50	30,73
Union Européennebud.	26,77	
Compensation financière	26,77	
Armateurs	-	
Droit territorial	-	
Redevances pélagique	1,19	
Taxes (les bateaux affrétés par les nationaux)	-	
Licences (les étrangers)	1,19	
Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	0,49	

Amendes	0,05	
Recettes minières	4,31	
Recettes cadastrales	0,25	
Recettes d'exploitation	4,02	
Autres recettes minières	0,04	
Dividendes et redevances des entreprises publiques	33,64	24,65
SNIM	25,45	
BCM	7,00	
Mauritel	0,75	
Panpa+portndb	0,44	
Dette retrocedee et recouvrements	-	
SNIM	-	
SOMELEC	-	
SOGEM	-	
Droits d'exploration miniers	-	
Comptes spéciaux	1,66	
Secteur petrole	-	
CAS hors petrole	1,66	
dont Crédit d'Impôts (si pas ventilé)	-	
dont FAID	0,17	
Recettes en capital	1,80	
Ventes de terrain	1,54	
Hors ventes de terrain	0,26	
Autres	8,31	
Tableau des opérations financières de l'Etat (Dons, dépenses, recettes pétrolières et soldes)		
Dons	0,89	16,11
Projets	0,55	6,50
Aide budgétaire	0,34	
<i>Dont: assistance PPTE</i>		
<i>Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)</i>		
<i>Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)</i>		
<i>Autres dons</i>	0,34	
<i>Dons bilatéraux_ appui budgétaire</i>	-	
Tableau des opérations financières de l'Etat (dépenses, soldes et recettes pétrolières)	0	
Dépenses et prêts nets	198,53	219,12
Dépenses courantes	128,70	139,63
Salaires et traitements	52,25	51,26
Biens et services	23,91	28,93
<i>Dont: processus électoral</i>	-	
<i>dont:sur financement extérieur</i>	-	
Transferts courants	33,54	36,85
Intérêts sur la dette publique	8,45	11,95

Extérieurs	6,36	7,34
Intérieurs	2,10	4,37
Comptes spéciaux	2,21	3,29
dont crédit d'impôts	-	
dont FAID	-	
Dépenses d'équipement et prêts nets	69,83	79,46
Investissement financés par extérieur***	21,26	27,09
Investissement financés par intérieur	48,57	52,37
dont Crédit d'Impôts	7,29	
Restructurations et prêts nets	-	0,03
Réserves communes	3,55	7,60
Avances (dépenses payées avant ordonnancement)	4,79	
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	28,86	15,07
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	29,75	1,04
Idem, recettes de pêche exclues (déficit -)		
Solde de base hors pétrole (déficit -)	56,47	19,36
Solde de base en %PIB	2,10%	
Recettes pétrolières (net)	7,86	3,22
Recettes fiscales	4,05	
BIC	0,69	
ITS	0,89	
Autres	2,47	
Recettes non fiscales	3,81	
Bonus/Redevances	0,65	
Revenu du capital	0,02	
Profit oil	3,13	
Autres	-	
Paiements (financement du budget)		
Solde global; dons non compris (déficit -)	36,72	11,84
Solde global; dons compris (déficit -)	37,61	4,27
Tableau des opérations financières de l'Etat (Financement)		
Financement	- 37,61	4,27
Financement intérieur	- 61,48	3,32
Financement intérieur ajusté (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)	- 61,10	19,35
Financement bancaire	- 40,10	3,32
BCM	- 15,02	3,62

(1) BCM (hors cptes div, CAS et y compris cpte courant rapproché)	-	14,63	- 3,62
Compte courant	-	14,89	
Compte courant y compris rapprochement	-	14,51	
Valeurs à l'encaissement à la BCM et instances du mois à la BCM	-	0,38	
Comptes divisionnaires			
Allègements			
CAS			
Autres			
Créances sur l'Etat (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)			
Encaisses	-	0,13	
Banques commerciales	-	25,08	0,30
(2) Banques commerciales (hors var CCP dans les banques)	-	25,08	
Financement par bons du Trésor	-	26,12	
Obligations cautionnées (traites)		0,46	
Variation CCP dans les banques			
Variation comptes de liaison comptables de l'intérieur du pays		0,57	
(3) Financement non-bancaire		7,33	
(4) Variation des arriérés intérieurs	-	3,28	
Apurement			
Accumulation	-	3,28	
Instances du Trésor	-	3,28	
Apurement			
Accumulation	-	3,28	
Dette croisée et autres engagements de l'Etat			
Apurement			
Accumulation (report 2010)			
(5) Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison	-	25,43	
(6) Autres (amort créance bcm)+ DTS			
Prêt OPEP + Privatisations et autres			
Tirage DTS (oct+nov)+ 1/2 prêt FMA (dec)			
Amortissement (BTF) (op.spec. Nov.)			
Financement extérieur		23,40	15,08
Compte pétrolier (net)		11,57	0,18
Recettes pétrolières	-	7,86	- 3,22
Contribution du compte pétrolier		19,43	3,40
Autres (net)		11,83	14,91
Emprunts extérieurs (net)		11,05	12,99
Emprunts nouveaux		22,43	20,59
Amortissement	-	11,38	- 7,60
Financement extérieur exceptionnel		1,93	1,91
Variation comptes de liaison comptables des chancelleries	-	1,15	
Erreurs et omissions (besoin de financement)		0,09	0,00

ANNEXE 2 : CLASSIFICATION FONCTIONNELLE.

Intitulé	Montant
Total	174 892 739 421,38
01 - Services publics généraux	37 895 688 797,07
0101 - Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	8 856 864 174,57
01011 - Organes législatifs au niveau national	1 697 995 440,00
01012 - Institutions républicaines	321 700 000,00
01013 - organes exécutifs au niveau national	2 656 532 106,57
01014 - Organes de contrôle	481 240 232,00
01015 - Affaires étrangères	3 699 396 396,00
0102 - Services des affaires financières et budgétaires	7 248 539 046,63
01021 - Services généraux des affaires financières et budgétaires	1 677 078 651,42
01021 - Services généraux des affaires financières et budgétaires	337 000 000,00
01022 - Services chargés de la conception et de la coordination des politiques	509 089 331,19
01023 - Services fiscaux	2 345 286 745,01
01025 - Services chargés du contrôle de la gestion budgétaire	191 876 479,76
01026 - Services de la trésorerie et de la comptabilité de l'Etat	1 667 494 642,14
01027 - Services chargés de la coordination des programmes économiques et sectoriels	857 713 197,11
0103 - Services généraux de l'administration	4 345 168 130,24
01032 - Services généraux de l'administration du développement	1 810 712 352,92
01034 - Services généraux chargés de la décentralisation	2 086 873 819,00
01035 - Services de la planification générale et services statistiques généraux	330 459 772,00
01036 - Autres services généraux (archives, parc automobile, gestion du parc immobilier)	117 122 186,32
0104 - Recherche fondamentale	538 633 755,00
01041 - Recherche fondamentale	538 633 755,00
0106 - Services publics généraux non classés ailleurs	689 633 771,00
01061 - Services publics généraux non classés ailleurs (élections, listes électorales, administration des ONG)	502 145 771,00
01063 - Renforcement des capacités du secteur public	187 488 000,00
0107 - Opérations au titre de la dette publique	16 216 849 919,63
01071 - Opérations au titre de la dette publique	16 216 849 919,63
02 - Défense	25 985 735 754,30
0201 - Défense militaire	22 977 401 748,30
02011 - Défense militaire	22 977 401 748,30
0202 - Défense civile	3 008 334 006,00
02021 - Défense civile	3 008 334 006,00
03 - Ordre et sécurité publique	12 484 715 979,42
0301 - Services généraux de sécurité publique	5 316 046 206,00
03010 - Services généraux de sécurité publique	5 316 046 206,00
0303 - Services de la justice	1 946 864 608,82
03031 - Services généraux de la justice	1 582 665 856,58

03032 - Cour suprême	331 136 696,00
03034 - Parquets	25 917 939,24
03035 - Tribunaux	7 144 117,00
0304 - Prisons	187 823 349,60
03041 - Prisons	187 823 349,60
0305 - Services de protection contre l'incendie	308 963 806,00
03052 - Services de protection civile	308 963 806,00
0307 - Ordre et sécurité n.c.a.	4 725 018 009,00
03071 - Ordre et sécurité n.c.a.	4 725 018 009,00
04 - Affaires économiques	42 562 678 202,68
0401 - Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	640 000 000,00
04013 - Programme de lutte contre le chômage	303 000 000,00
0402 - Développement rural	9 769 399 482,41
04021 - Affaires générales concernant le développement rural	6 074 710 063,64
04024 - Agriculture	1 378 453 123,97
04025 - Pêche	1 940 469 899,00
04026 - Élevage	98 452 221,00
04027 - Développement irrigué	277 314 174,80
0403 - Combustibles et énergie	10 352 177 848,00
04031 - Charbon et autres combustibles minéraux solides	1 188 591 093,00
04032 - pétrole et gaz naturel	7 157 600 900,00
04034 - Electricité	1 853 459 479,00
04035 - Energies renouvelables	97 916 584,00
04036 - Affaires générales concernant l'énergie	54 609 792,00
0404 - Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics	14 392 097 312,92
04041 - Industries extractives de ressources minérales	172 932 544,00
04042 - Industries de transformation	2 542 245,00
04045 - Travaux publics	14 216 622 523,92
0405 - Transport	3 852 294 235,34
04051 - Transport routier, construction et maintenance de routes, voies urbaines et pistes rurales	3 187 737 360,80
04054 - Transport par voie aérienne	653 556 505,00
04056 - Météorologie	11 000 369,54
0406 - Communications	194 498 661,80
04061 - Affaires générales en matière de communication	194 498 661,80
0407 - Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	394 441 417,86
04071 - Commerce, distributions, entrepôts et magasins (contrôle de la qualité, contrôle des prix, contrôle de la concurrence etc..)	2 562 749,00
04072 - Promotion du commerce extérieur	9 234 743,00
04074 - Promotion du tourisme (informations, campagne de publicité)	370 822 587,16
04076 - Artisanat	11 821 338,70
0408 - Affaires concernant la recherche et le développement économique	2 967 769 244,35
04081 - Recherche et développement concernant les affaires économiques générales, les affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	601 172 632,00

04082 - Recherche et développement concernant le génie rural, l'agriculture, l'élevage et la pêche	80 739 519,00
04084 - Recherche et développement concernant les industries extractives, les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics	2 285 857 093,35
05 - Protection de l'environnement	2 353 940 554,40
0502 - Gestion des eaux usées	28 876 658,00
05021 - Gestion des eaux usées	28 876 658,00
0504 - Protection de la biodiversité et de l'environnement	502 193 908,00
05041 - Protection de la biodiversité et de l'environnement (parcs naturels et réserves, protection des espèces sauvages)	502 193 908,00
0505 - Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	1 244 373 115,00
05051 - Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	1 244 373 115,00
0506 - Protection de l'environnement n.c.a.	578 496 873,40
05061 - Protection de l'environnement n.c.a.	578 496 873,40
06 - Aménagements collectifs et logements	2 074 491 767,66
0601 - Développement collectif	74 013 721,00
06011 - Développement collectif	74 013 721,00
0603 - Approvisionnement en eau	1 645 089 014,66
06031 - Approvisionnement en eau potable	1 645 089 014,66
0606 - Aménagements collectifs et logement n.c.a.	355 389 032,00
06061 - Aménagements collectifs et logements n.c.a.	355 389 032,00
07 - Santé	6 930 089 414,00
0701 - Affaires générales concernant la santé	3 752 000 967,00
07011 - Affaires générales concernant la santé	3 752 000 967,00
0702 - Produits médicaux, appareillages médicaux et équipements	535 868 695,00
07023 - Appareillages médicaux et équipements	535 868 695,00
0703 - Consultations externes	392 609 530,00
07031 - Services de médecine générale	151 700 000,00
07034 - Services paramédicaux	53 456 311,00
07035 - Laboratoires d'analyse médicale	187 453 219,00
0704 - Services hospitaliers	1 442 541 526,00
07041 - Services hospitaliers généraux	1 284 933 805,00
07044 - Services de maternité	157 607 721,00
0705 - Services concernant la santé publique	279 342 599,00
07051 - Ecoles concernant la santé publique	151 416 347,00
07053 - Centre de transfusion sanguine	51 876 032,00
07057 - Santé mentale	76 050 220,00
0706 - Services concernant la prévention et la détection	16 683 485,00
07062 - Lutte contre le VIH	16 683 485,00
0707 - Recherche et développement dans le domaine de la santé	186 363 378,00
07071 - Recherche et développement dans le domaine de la santé	186 363 378,00
0708 - Affaires concernant la santé n.c.a.	324 679 234,00
07080 - Affaires concernant la santé	324 679 234,00
08 - Affaires religieuses, culture et loisirs	4 249 251 872,40

0801 - Services concernant les affaires religieuses	1 787 215 411,40
08011 - Services concernant les affaires religieuses	1 787 215 411,40
0802 - Services concernant la culture	788 387 083,00
08021 - Services concernant la culture (bibliothèques, musées, théâtres, jardins botaniques, zoos, concerts, production de films)	788 387 083,00
0803 - Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	1 592 516 688,00
08031 - Services concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	1 592 516 688,00
0804 - Services concernant les services collectifs	22 107 500,00
08041 - Services concernant la jeunesse	22 107 500,00
0805 - Services concernant les loisirs et le sport	59 025 190,00
08052 - Services concernant le sport de compétition	59 025 190,00
09 - Enseignement	26 762 143 081,45
0901 - Enseignement pré-primaire et primaire	36 139 693,00
09012 - Alphabétisation	36 139 693,00
0904 - Enseignement du troisième degré	645 784 870,00
09041 - Enseignement du troisième degré non différencié	394 696 870,00
09044 - Enseignement technique supérieur	251 088 000,00
0905 - Enseignement non défini par le niveau	182 044 981,00
09052 - enseignement technique	182 044 981,00
0908 - Enseignement n.c.a.	25 898 173 537,45
09084 - Affaires générales concernant l'enseignement	25 898 173 537,45
10 - Action et protection sociale	11 490 137 218,00
1001 - Affaires générales concernant l'action sociale	9 831 435 379,00
10011 - Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	1 070 932 623,00
10012 - Sécurité alimentaire	8 760 502 756,00
1002 - Prestations sociales	250 451 839,00
10023 - Prestations de vieillesse	18 979 117,00
10028 - Prestations de logement	231 472 722,00
1009 - Action et protection sociale n.c.a.	1 408 250 000,00
10091 - Protection sociale	1 408 250 000,00
11 - Non classé	2 103 866 780,00
1101 - Non Classé	2 103 866 780,00
11011 - Non Classé	2 103 866 780,00